

courrier de la république

N° 19
Janvier 1964

Le présent numéro fait suite à la série des « Courriers de la République » que nous avons publiés depuis trois ans sous la direction de notre ami, Pierre Mendès France.

L'accueil favorable que nos lecteurs ont réservé à la publication de notre dernier numéro nous assure que le « Courrier » correspond à leur souhait dans ce moment important de la vie politique française.

Les différents éléments de l'opposition démocratique ne se rapprocheront effectivement et durablement pour une action concrète que sur la base de réflexions approfondies sur les problèmes posés et de propositions précises destinées à y faire face. C'est dans cet esprit que nous soumettons ici, à nos lecteurs, diverses observations sur la politique économique actuelle.

Le "plan de stabilisation"

*Quels buts doit se proposer une bonne politique économique ?
Il est facile de définir quelques critères simples.*

1° *Il convient d'abord d'assurer l'expansion* : rien n'est possible sans création de richesses nouvelles. C'est dire que la politique économique vise forcément à l'augmentation globale du niveau de production, à l'accroissement des biens mis à la disposition des citoyens. Plus personne ne discute cette nécessité à l'heure où, par exemple, les comparaisons politiques entre les régimes de l'Est et de l'Ouest font une part de plus en plus grande aux variations des rythmes de croissances que les régimes capitalistes et communistes sont à même d'assurer. Il convient donc en premier lieu qu'une politique économique soit efficace, c'est-à-dire qu'elle rende possible le plus haut degré d'expansion. Une politique économique qui asphyxie la production, crée ou risque de créer la récession, est une politique contre nature.

2° *Ce n'est pas tout. Il faut en même temps que la politique suivie contribue à assurer une meilleure distribution sociale.* On ne saurait accepter que toutes les catégories de la population et, avant tout, les producteurs, les salariés, les couches les plus démunies, ne bénéficient pas mieux des biens supplémentaires produits par la collectivité. Ce n'est pas sans raison que, de plus en plus, depuis une génération, les économistes symbolisent le revenu national par une sorte de « gâteau »

que se répartissent les différentes catégories sociales. On doit donc exiger non seulement une politique efficace, mais aussi une politique « juste », c'est-à-dire que le programme de production, le Plan, doit s'accompagner d'un programme de redistribution.

3° *Doit-on s'arrêter là ? Pas encore. Le souci de l'efficacité et de la justice ne se limite pas au moment présent, à la génération actuelle. Il se projette sur l'avenir, sur la société de demain.* Les transformations de structure, les progrès ne peuvent s'improviser à coup de décrets. Ils ne peuvent résulter que d'une action systématique fondée sur une perspective large et cohérente. On ne saurait se contenter de produire plus de biens dans une société moins injuste, il faut aussi préparer des changements à long terme tels que les rapports de l'homme avec son travail changent et que soient éliminées des structures dont nous sentons qu'elles s'opposent à la construction du socialisme de demain (quelle que soit la définition plus ou moins scientifique qu'on donne à ce mot).

C'est à la lumière de ces critères que doit être examinée la politique gaulliste et plus particulièrement le « plan de stabilisation » auquel M. Giscard d'Estaing a lié son nom.

L'expansion

Le plan de stabilisation vise, en premier lieu, et c'est sa raison d'être, à bloquer la hausse des prix, à arrêter le processus inflationniste qui menace l'économie française.

Passons sur le fait que la décision d'agir est survenue bien tardivement. La propagande du régime se fondant sur le postulat que tout va pour le mieux pour la France dans tous les domaines, le Gouvernement n'a accepté de reconnaître que depuis septembre une vérité pourtant aveuglante depuis un an. Il avait, pendant des mois et des années, multiplié les assurances selon lesquelles les prix devaient tenir ; il lui fallait se déjuger. Il ne s'y est résolu ni aisément ni en temps voulu.

Quelle a été alors son action ? Deux méthodes s'offraient. La première, courageuse peut-être, mais impopulaire auprès de certains groupes privilégiés et peu compatible avec la politique générale du régime, consistait à s'attaquer aux véritables causes du mal inflationniste, à intervenir en profondeur.

Cela voulait dire, en premier lieu, réduire de manière radicale certaines dépenses improductives et d'abord celles de l'État.

Tous les experts économiques le savent : quand les dépenses publiques augmentent plus vite que le produit national, une pression inflationniste peut apparaître. Or, selon le C.N.P.F. lui-même, les dépenses gouvernementales ont augmenté de 17 % pour les premiers mois de 1963 par rapport aux premiers mois de 1962. Le Gouvernement prétend avoir limité l'impasse budgétaire et il affirme qu'il n'y aura pas de nouveau collectif, mais cela n'est nullement assuré pour la durée de l'exercice 1964.

En tout cas, jusqu'ici, cela n'a été possible qu'au prix de passe-passe⁽¹⁾, de « débudgétisation » de certaines dépenses, de transferts de diverses charges à des organismes semi-publics. En fait, les dépenses publiques ont continué à s'accroître et surtout rien n'a été sacrifié des dépenses les plus improductives, en particulier, les dépenses militaires, la force de frappe, les crédits de police, le « train de vie », etc., etc.. D'où un effet inflationniste direct, alors que cependant les dépenses les plus indispensables (l'équipement scolaire, hospitalier, téléphonique, etc., etc.) demeurent très insuffisantes par rapport aux besoins. Tenu par sa politique de grandeur, le Gouvernement n'a eu ni le courage, ni sans doute la possibilité politique d'attaquer le mal à la tête.

Un économiste, non suspect d'appartenir à l'extrême gauche, M. Jacques Plassard, a récemment caractérisé toute l'entreprise gouvernementale en disant qu'elle tendait à « réduire les investissements productifs pour élargir les dépenses publiques », c'est-à-dire à sacrifier le progrès général aux préoccupations de prestige militaire.

Au surplus, les dépenses de l'État ne sont qu'un aspect, qu'une des causes de l'inflation. Il en est d'autres plus graves et qui sont en rapport avec les structures mêmes de l'économie française. Prenons, par exemple, le problème agricole. L'augmentation des prix de leurs produits est une revendication permanente des paysans français. Ces derniers font valoir que leur situation dans la collectivité nationale n'a cessé de se détériorer et ils se battent pour atteindre la « parité ». Il n'est plus acceptable à notre époque que les fermes françaises soient encore démunies dans leur immense majorité, non seulement d'un confort moderne, mais même de moyens de travail et de

vie les plus indispensables, l'eau potable, par exemple. L'amélioration du niveau de vie paysan doit être cherchée dans une amélioration de la productivité (remembrement des terres, vulgarisation des connaissances techniques, accès des jeunes à l'enseignement général, etc., etc.), dans une aide systématique en vue de la création d'unités de production « viables », etc. En vérité, c'est un réaménagement d'ensemble de la fonction agricole tout entière qui doit être recherché et organisé.

Mais, dans toutes les manifestations, les paysans ont souligné l'écart considérable entre les prix qui leur sont payés à la production et les prix payés par les consommateurs. *Dans le système actuel*, augmenter les prix à la production revient à augmenter *dans des proportions multipliées* les prix au détail. Nouvelle pression inflationniste et très puissante. Et celle-ci est encore amplifiée quand le salarié, qui doit dépenser davantage pour se nourrir, revendique, à son tour, pour voir augmenter son salaire. Le vice fondamental réside ici dans le réseau de distribution, dans son organisation ou plutôt dans son inorganisation. Quand les prix augmentent au départ, ils augmentent plus encore à l'arrivée ; quand ils baissent au départ, ils ne baissent pratiquement jamais pour le consommateur. Qu'il s'agisse de viande, de légumes ou de fruits, le mal est le même.

Il est également le même, on le sait, pour beaucoup de produits manufacturés (par exemple, ceux qu'achètent les paysans lesquels savent faire les comparaisons !).

Il ne s'agit pas de nier la fonction de distribution dans une économie moderne. Elle est indispensable et capitale. Mais il faut voir les choses en face et constater que, dans la situation présente, des réformes fondamentales s'imposent pour détruire des privilèges quasi féodaux, des droits dits acquis, ou de simples gaspillages techniques. En fait, le Pouvoir, là encore, n'a pas eu ce courage, pour des raisons électorales évidemment mais plus encore sans aucun doute des raisons de conception générale, pour des raisons de classe.

Il est un autre secteur essentiel où les pressions inflationnistes prennent naissance. C'est le secteur du logement, de la construction. Alors que les Allemands ont réussi à construire plus de 500.000 logements par an et les Italiens à peu près autant, alors qu'ils accélèrent encore leur rythme, la construction française stagne depuis des années autour de 300.000 logements par an. La IV^e République ne progressait pas vite dans ce domaine mais, chaque année, elle progressait tout de même un peu. Or, de 1958 à 1962, nous avons chaque année régressé et construit un peu moins. Alors que l'on trouve 15.000 appartements libres, à louer ou à vendre à Bruxelles, la rareté est telle à Paris que les prix ont doublé en trois ans. Certains terrains ont été vendus, à quelques années de distance, de dix à cinquante fois plus chers qu'ils n'avaient été achetés ! Les spéculations ont pris une ampleur sans précédent.

La Suisse ou la Hollande, peu suspect de progressisme, ont adopté la municipalisation des terrains pour freiner des enrichissements sans aucune cause et sans aucun risque. D'autres pays ont adopté d'autres méthodes. *Nulle part n'est toléré ce à quoi nous assistons ici*. Mais comment attendre d'un gouvernement comme celui-là, la répression effective (nous ne parlons pas de la répression verbale qui, elle, a pris une grande ampleur) d'opérations avantageuses à tant de groupes financiers influents ?

Dans tous les États évolués les gouvernements ont poussé aussi à l'industrialisation des méthodes de construction, à la mise sur pied de véritables « séries » qui permettent un abaissement réel des coûts. Rien, ou presque, de semblable en France, on le sait.

¹ Sévèrement dénoncés dans le dernier rapport de l'O.C.D.E.

Finalement, dans un domaine qui concerne au moins une famille française sur trois — et davantage encore parmi les jeunes ménages — on préfère assurer de larges bénéfices aux sociétés immobilières et on frappe à la racine des logements sociaux, les H. L. M. et ceux qui, contre vents et marées, s'efforcent d'en construire.

Disons enfin un mot du manque de formation professionnelle. Il n'est pas un expert qui ne reconnaisse les graves carences de ce secteur. Les mesures officielles restent timides alors qu'un effort gigantesque reste à accomplir pour tendre vers une croissance optima et assurer convenablement la « promotion sociale » dont on parle tant. Il faudrait, en France, trois fois plus d'écoles techniques qu'il n'en existe. Le courage — encore ! — aurait consisté à imposer des sacrifices pour atteindre ce but. A peu près rien n'a été fait en réalité, et l'enseignement technique reste la branche la plus défavorisée, la plus pauvre de tout notre appareil universitaire.

Une action superficielle et dangereuse

Au lieu des actions à longue et profonde portée, que le Pouvoir aurait pu, aurait dû entreprendre et qu'il a négligées qu'avons-nous vu ? Faute de s'attaquer aux racines du mal, il s'est contenté d'une opération superficielle contre les prix, opération qui s'attaque aux effets apparents et non aux causes.

L'effet le plus apparent, le plus douloureux étant constitué par la hausse des prix, le Gouvernement s'emploie à la stopper temporairement. Pour cela, il veut freiner l'expansion, susciter une menace de chômage, bloquer les salaires et un certain nombre de prix industriels. C'est ce que nous avons déjà vu faire en 1952 et 1958, avec chaque fois une récession dont ouvriers et paysans, les premiers, ont fait les frais.

Or, les résultats de la production obtenus auparavant étaient déjà, dans l'ensemble, assez décevants. La progression globale de la production en 1963 a été faible. D'ores et déjà, un retard certain a été pris sur la réalisation du IV^e Plan. En fait, ce dernier ne sera pas « tenu ». On parle d'emballement, de surchauffe. Certainement pas du côté de la production !

L'État maintenant entreprend de freiner les investissements productifs, de réduire les crédits, de sacrifier l'avenir au présent. Les salaires restent bloqués, dans la fonction publique et dans le secteur nationalisé, tandis que les pressions se font très vives dans l'industrie privée où règne le plein emploi. Que sera la suite ? Les rendez-vous de printemps s'annoncent d'ores et déjà tendus. Il n'est pas possible de demander aux salariés et aux agriculteurs de faire les frais d'une opération destinée, dit-on, à « sauver » la monnaie, alors qu'ils n'ont pas profité — en tout cas, autant que les autres — de la période des vaches grasses qui a précédé.

A vrai dire, d'une manière ouverte ou dérobée, le Gouvernement devra céder. Il est déjà en train de le faire pour certains industriels dont les prix devaient être gelés et auxquels on promet maintenant « des adoucissements ». A leur tour, ceux-ci, à la recherche de main-d'œuvre, font ici et là, des concessions à leurs ouvriers.

En dernier lieu, on a vu MM. Pompidou et Giscard d'Estaing annoncer quelques dessertements du côté du crédit. C'est qu'en effet, les branches produisant des biens d'équipement sont très touchées, les perspectives d'investissements nouveaux restent faibles, très en retrait sur les pourcentages des dernières années. L'État devra envisager, par secteurs, certaines relances indispensables, après avoir exercé son action pour freiner l'économie !

Tout cela est anarchique et dangereux. Car dès que les pressions syndicales ou patronales obtiennent quelques succès, le cycle de l'inflation s'accélère. Cela est inévitable puisque aucune action en profondeur n'a été exercée, que les véritables causes du mal subsistent. Car, quel que soit l'accroissement de la consommation en France, l'inflation vient moins de la demande que des dépenses improductives, publiques et privées, des coûts trop élevés de nombreuses productions, des vices de structure, des rentes économiquement injustifiées.

En définitive, on peut dire que la politique de M. Giscard d'Estaing organise la récession, puis tente de la rendre supportable, mais reste vaine en profondeur. Ainsi, la politique suivie, pour éviter l'inflation sans jamais y parvenir vraiment, freine l'expansion et risque même de la briser. Ce n'est pas une politique efficace au sens que nous avons défini au début de cet article.

En tout cas, pour le moment, c'est le ralentissement économique qu'elle suscite. Il y a des indices éloquentes. Le volume des ventes des grands magasins a atteint son sommet en août. Septembre marqua un premier recul, ramenant au niveau de juillet. Octobre enregistre un léger progrès. Novembre, une baisse, que les résultats de décembre — qui comporte un nouveau recul — confirment fâcheusement. Les immatriculations d'automobiles — après affranchissement des variations saisonnières — sont étales de juillet à novembre : elles plafonnent. De juin à octobre, la consommation apparente de papier carton plafonne elle aussi.

Selon M. Jacques Plassard que nous avons déjà cité, une crise véritable n'est peut-être pas à craindre, mais plutôt une réduction du rythme antérieur de la croissance (déjà inférieur à celui de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, etc.). Toutefois, le même auteur ajoute aussitôt que ce changement pourra entraîner prochainement la stagnation des secteurs sensibles, type grands magasins, automobiles, équipement, etc.. Cela peut faire tache d'huile.

L'Aspect social

La propagande gouvernementale vise à faire croire que la politique suivie a été juste et sociale. On s'en souvient peut-être : *1963 devait être la grande année « sociale »*. Les résultats ont été en sens inverse.

Le blocage des salaires, même partiel, rend plus difficile l'amélioration du niveau de vie. La fiscalité agit de même. En 1962, du fait de la hausse nominale de bien des traitements, les salariés ont supporté une part plus lourde des prélèvements fiscaux puisque l'impôt est progressif. Or, ce sont eux qui, déjà, supportent la plus large part des impôts indirects.

Rien n'a été fait pour réaménager le régime fiscal et répartir de manière plus équitable la contribution de

chaque catégorie aux dépenses publiques. Rien non plus pour répartir plus équitablement le bénéfice de l'accroissement du revenu national.

Quels que soient les mérites et les efforts de M. Massé, personne n'attend un résultat positif des débats de la « Commission des revenus » qu'il préside. Ce n'est pas ce gouvernement-là, c'est évident, qui peut faire une véritable politique des revenus dont le but serait de redistribuer, c'est-à-dire, de prendre à certains qui ont beaucoup, pour donner à d'autres qui ont trop peu. Les syndicats ont totalement raison de refuser de se laisser duper. Ce gouvernement qui n'a même pas essayé, depuis trois ans, de corriger tels scandales dénoncés par la rapport Armand-Rueff — cependant très timide — comment attendre de lui qu'il pose au grand jour le problème des bénéfices *réels* des entreprises industrielles, des délais d'amortissement des capitaux, de l'autofinancement (problème posé mais en vain par M. Albin-Chalandon lui-même), des profits de la spéculation, des ententes industrielles, etc., etc..

La préparation de l'avenir

Ni efficace ni juste, la politique économique actuelle ne peut pas non plus être moderne. Là, la frontière avec la politique tout court devient de moins en moins précise.

Qui ignore, pour commencer par un exemple évident et essentiel, le rôle dans l'économie de la recherche, de la formation intellectuelle ? Les études les plus récentes montrent à quel point ce facteur est capital. Or, c'est justement le plus méconnu par ce régime. Nous nous pencherons plus à fond sur le problème, mais nous pouvons le dire, d'ores et déjà, il ne saurait y avoir de « stabilisation » et, à plus forte raison, de progrès durable sans l'investissement « en matière grise » indispensable corollaire de l'investissement en général.

L'avenir passe par là. Non seulement pour l'accroissement des biens de consommation, ce qui n'est pas négligeable, non seulement pour regagner une position scientifique et technique dans le peloton de tête, mais encore pour affronter et bâtir un destin plus humain.

Si l'on évoque ces perspectives, si l'on a présentes à l'esprit toutes les incertitudes qui pèsent sur l'évolution économique et qui ont été évoquées ci-dessus, on ne peut que souhaiter le renforcement des moyens par lesquels l'État oriente la conjoncture, combat les dangers de récession et de stagnation, favorise l'expansion, assure le succès du Plan.

Or, que voyons-nous ? Le Gouvernement vient d'annoncer une série de mesures dont certaines sont très inattendues et n'ont aucun rapport, même lointain, avec son plan de stabilisation. Il s'agit de dispositions destinées à modifier profondément le fonctionnement monétaire, les circuits de financement, l'orientation de l'épargne vers les investissements les plus nécessaires. En gros, il s'agit de détourner du Trésor — qui pouvait s'en servir pour les investissements publics et aussi pour soutenir et stimuler les investissements privés conformes au Plan — une partie importante des res-

sources monétaires, lesquelles seront désormais refou-
lées vers le secteur privé, la Bourse, les initiatives particulières. Cet aspect hautement politique de mesures apparemment techniques, n'a pas été relevé jusqu'ici.

Nous avons toujours défendu ici le principe — à nos yeux, essentiel — de la gestion de la monnaie et du crédit susceptible de favoriser le succès de la politique économique et sociale que doit représenter le Plan. La nationalisation de certaines banques, à la Libération, n'avait pas d'autre justification, et on a souvent montré l'insuffisance de l'action de l'État dans le domaine du crédit, malgré les moyens dont il dispose et dont il ne fait pas suffisamment usage. Or, les mesures récemment annoncées par le ministre des Finances vont en sens contraire ; elles faciliteront les activités boursières, les spéculations, les investissements privés, mais elles rendront plus difficile encore que par le passé, le financement des investissements prioritaires, c'est-à-dire, le succès du Plan. En fait, c'est une sorte de démantèlement des moyens de l'État auquel nous assistons et qui peut avoir les plus redoutables conséquences en ce qui concerne la planification dans son ensemble.

Au surplus, compte tenu de la conjoncture, rien ne garantit que les investissements privés ne continueront pas à se rétrécir de plus en plus, tandis que les investissements publics seront réduits, c'est-à-dire que la politique nouvelle va augmenter encore les dangers de récession, de crise et de chômage.

Sans doute, les économistes orthodoxes et M. Jacques Rueff le premier, ne redoutent-ils pas une pareille évolution. Une récession modérée n'est pas faite pour les inquiéter, puisque c'est à leurs yeux la meilleure manière d'empêcher la hausse des prix et les revendications de salaires. Mais, en ce qui nous concerne, nous ne saurions accepter une pareille politique.

On le voit, ces problèmes, qui semblent purement techniques, vont très loin. C'est toute la conception de la vie sociale et de son progrès qui est en cause.

Les sociétés industrielles développées luttent de plus en plus, à l'Est comme à l'Ouest, sur le vieux problème du rapport de l'homme avec ce qu'il fait.

Qu'il s'agisse d'urbanisme, du statut de l'entreprise, de l'implantation des usines, de l'organisation des loisirs ou du travail des femmes, on constate partout que les vieilles structures sont à repenser, à réaménager. La revendication de la justice sociale n'est qu'un aspect de cette aspiration. La notion d'aliénation persiste, même lorsque les salaires s'élèvent et permettent un meilleur confort — à plus forte raison, lorsque le rythme du progrès que l'on croyait assuré est menacé ou remis en cause.

L'action à entreprendre à long terme concerne la vie économique, mais elle la dépasse donc. Or, que peut-on attendre du gaullisme sous cet angle ? Après six ans, il est inutile d'insister. Par bien des côtés, le gaullisme est simplement conservateur. Par d'autres, il sert les intérêts qui le soutiennent et vivent de lui à la fois. Mais c'est toujours indûment qu'il veut paraître moderne. *A la base de la politique économique dont le pays a besoin, c'est un problème de politique qui se pose d'abord.*

courrier de la république

Le "plan de stabilisation"

N° 19 – Janvier 1964